



**MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE
ET DES EQUIPEMENTS DE CUISINE
SITE « HLS » du CHR d'Orléans
AO/CCAP/2020-60**

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché.....	3
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	3
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	3
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	4
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	4
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	4
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	4
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ.....	5
Alinéa 5.1 - Contenu du prix	5
Alinéa 5.2 - Prix initiaux	5
Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix	6
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
Alinéa 6.1 - Obligations du Titulaire	7
Alinéa 6.2 Organisation des missions et fourniture des pièces détachées	8
ARTICLE 7 - PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	8
Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	8
Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire	8
Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire	8
Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	9
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	9
Alinéa 9.1 – Avance	9
Alinéa 9.2 - Retenue de garantie	9
Alinéa 9.3 - Modalités de paiement	10
Alinéa 9.4 - Nantissement	11
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	11
ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	11
ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS.....	11

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHE

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le marché porte sur :

- L'exécution d'une maintenance afin d'assurer le bon état de fonctionnement des installations techniques (production et réseaux sanitaires, CVC, production et équipements frigorifiques, transport pneumatique, ainsi que diverses installations) du CHRO (Centre Hospitalier Régional d'Orléans).
- La maintenance des équipements de productions, de cuisson et de lavage de l'Unité Centrale de Production Alimentaire (UCPA) et du self (bâtiment B) hors équipements de production pneumatique, frigorifique, la distribution d'eaux, le traitement des eaux usées et le conditionnement d'air).

Il est composé deux lots :

Lot 1 : Maintenance multi-technique du site « HLS » du CHRO

Lot 2 : Maintenance des équipements de productions de cuisson et de lavage de l'Unité Centrale de de Production Alimentaire (UCPA) et du self (bâtiment B)

Alinéa 1.2 - Forme du marché

Pour les prestations forfaitaires : il s'agit d'un marché ordinaire.

Pour les prestations hors forfait : il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du CCP.

Ces prestations seront rémunérées après obtention d'un bon de commande à partir du coût de main d'œuvre et du déplacement prévus au bordereau de prix unitaire.

Le marché est conclu sans montant ni quantité.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional d'Orléans ou par son représentant légal au nom du CHR d'Orléans. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le prestataire qui conclut le marché avec le CHR d'Orléans représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier Principal du Centre Hospitalier Régional d'Orléans - Centre finances publiques Orléans – centres hospitaliers -9 avenue du président John Kennedy - CS 30043 – 45077 ORLEANS CEDEX 2 -Téléphone : 02 38 25 22 00.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional d'Orléans fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF le 19 mars 2009) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.3.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les modifications peuvent porter sur le nombre d'équipements et leurs implantations.

3.3.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le CHR d'Orléans qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter du 02 Novembre 2020 à 8 h 00 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée d'un an reconductible tacitement 4 fois un an.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 5 ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

Alinéa 5.2 - Prix initiaux

Les prix sont ceux figurant sur les bordereaux de prix. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

- **Prestations forfaitaire** : il s'agit d'une redevance forfaitaire annuelle

N'est pas comprise dans le prix du présent marché, la fourniture des pièces détachées en remplacement des pièces ayant subi une usure normale.

Le titulaire gèrera les stocks et les achats de pièces détachées nécessaires aux opérations de maintenance ; il renseignera leur consommation dans la GMAO ou sur le cahier de chaufferie.

Pièces détachées de faible valeur et produits consommables :

- Les pièces détachées dont le prix unitaire est inférieur à 350 € HT ainsi que les produits consommables sont commandés directement par le titulaire sans information préalable à l'établissement
- une facture sera produite par le titulaire sur justificatif de dépense réelle majorée d'un coefficient de peine et soins de 1,20.

Fourniture des autres pièces détachées :

La règle :

Concernant les pièces détachées dont le prix est supérieur à 350 € H.T., le titulaire établira une offre de prix soumise à l'approbation de l'Etablissement.

L'exception :

En cas d'urgence et avec l'accord du maître d'ouvrage représenté par le Directeur de garde en dehors des jours et heures ouvrables, le titulaire est autorisé à se procurer les pièces détachées indispensables à la remise en service des installations.

Toutefois, cette opération doit être régularisée par le titulaire le premier jour ouvrable suivant l'intervention par la présentation au maître d'ouvrage de la demande.

- **Les prestations hors forfait** feront l'objet de bons de commande selon le cout de main d'œuvre et le déplacement prévus au bordereau de prix unitaire.

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

5.3.1 – Révision des prix

Le prix est ferme pendant un an à compter du 02 Novembre 2020. Il sera ensuite révisable annuellement, **à la hausse comme à la baisse**, par référence au barème que le titulaire applique à sa clientèle. Le titulaire devra communiquer impérativement UN (1) mois avant sa mise en vigueur, le nouveau barème, par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3.2 Clause de butoir

La variation de prix à la hausse ne pourra pas excéder 2 %.

5.3.3 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an.
- Soit d'accepter l'application du nouveau barème lorsque celui-ci est supérieur à la clause de butoir.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Obligations du Titulaire

6.1.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur le site « HLS », est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.1.2 - Respect du règlement intérieur

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur du CHR d'Orléans ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.1.3 - Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

6.1.4 -Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

6.1.5 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

Alinéa 6.2 Organisation des missions et fourniture des pièces détachées

Le titulaire doit se conformer aux stipulations figurant dans le cahier des charges techniques particulières.

ARTICLE 7 - PENALITES POUR RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- Délai d'intervention relevant des articles 2.3 et 2.4.13.3 du CTPP :
 - Délai maximum de 1 heure pour intervenir en cas de dysfonctionnement (en journée, nuit et jours fériés) : **120 € par heure de retard ;**
 - Délai maximum de 2 heures pour remettre en état de fonctionnement les installations défectueuses : **100 € par heure de retard.**
- Transmission des relevés relevant de l'article 2.4.17 du CCTP : **50 € par jour de retard ;**

Par dérogation à l'article 14-2 du CCAG-FCS, les pénalités d'indisponibilité suivantes pourront s'appliquer :

- Durée d'immobilisation maximum de 3 heures demandée à l'article 2.3 du CCTP : **200 € par heure de retard.**
- Durée d'immobilisation maximum de 24 heures demandée aux articles 3.2 et 3.3 du CCTP : **200 € par heure de retard**
- Durée d'immobilisation maximum de 16 heures demandée à l'article 4.1.5 du CCTP : **200 € par heure de retard**

ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS.

Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 36 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Alinéa 9.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance (50 jours) court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. Le délai de paiement ne peut courir qu'à la réception de la garantie.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché

Alinéa 9.2 - Retenue de garantie

Sans objet.

Alinéa 9.3 - Modalités de paiement

9.3.1 - Etablissement des factures

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le code structure (numéro siret) : 26 450009100014 ;
- le code service : FAC_CDE_DAL ;
- le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

9.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

9.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 9.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS

L'article 3.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.